

Tribune de Bernard Accoyer et Michel Simon

Président et Secrétaire général de PNC-France

Obligations vertes : UBU n'est pas mort !

Ce mardi 7 septembre, la Commission européenne a validé le cadre réglementaire du Plan de relance post Covid permettant d'émettre jusqu'à 250 milliards d'euros « d'obligations vertes » d'ici 2026. L'intention est belle et bonne, mais les modalités sont stupéfiantes !

L'UE communique intensément pour afficher sa volonté d'atteindre la neutralité carbone en 2050, promettant de réduire ses émissions de gaz à effet de serre de 55% d'ici 2030, et la France – le bon élève en la matière – soutient cette ambition. Mais UBU n'est pas mort ! Le plan de relance annoncé soutiendra les investissements dans les centrales électriques fonctionnant au gaz, puissant émetteur de gaz à effet de serre, mais *« ne pourra en aucune manière financer des investissements dans le nucléaire »*, a annoncé le Commissaire au budget Johannes Hahn.

La puissance de l'idéologie antinucléaire allemande et le poids des lobbys gaziers l'a emporté sur la raison, sans que la France ne manifeste sa ferme opposition à une telle incongruité. La position de la Commission est critiquable car elle est en contradiction avec le traité Euratom qui oblige l'Europe à soutenir le développement de l'énergie nucléaire. Elle est critiquable, dès lors que le Centre commun de recherches européen (JRC) a clairement conclu que l'énergie nucléaire est au moins aussi performante que les autres sources dans tous les domaines, y compris l'environnement. Elle est critiquable, car elle intervient *de facto* dans le choix des technologies utilisables par les pays européens dans leur effort pour limiter le réchauffement climatique, alors que les traités en vigueur donnent la responsabilité exclusive de ce choix aux Etats membres. Enfin, cette décision est critiquable car elle intervient alors que les discussions pour l'inclusion du nucléaire et du gaz dans la taxonomie sont encore en cours et devraient être conclues lors du prochain Conseil européen. C'est d'une certaine façon dire aux chefs d'Etat que leur intervention est superflue !

PNC-France (<https://pnc-france.org/>) appelle solennellement les autorités françaises à réagir avec la plus grande fermeté devant une telle décision, tragiquement défavorable aux intérêts français. L'obsession anti-nucléaire de la Commission européenne et de certains pays anéantit les espoirs de maîtriser les émissions de gaz à effet de serre. Il serait honnête d'adapter le sens du discours des instances officielles de l'Union, qui pourrait en toute clarté annoncer que la lutte pour le climat est accessoire. L'essentiel semble être de sortir du nucléaire et de priver ainsi la France de l'un de ses derniers atouts industriels et économiques.